



**MARDI 25 NOVEMBRE**

**ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

### **Présentation de candidature d'André LAIGNEL à la Présidence de l'AMF**

#### **Chers collègues, chers amis**

Je ne suis pas candidat, vous l'aurez tous compris, contre Jacques Pélissard. J'ai dit tout à l'heure mon estime, mon amitié pour lui. Je suis candidat pour défendre des idées, des idées de progrès, des idées de solidarité, des idées pour l'avenir de l'Association des maires de France.

Je suis candidat au nom de tous les maires

- qui refusent de voir leurs libertés reculer,
- qui refusent l'affaiblissement des moyens nécessaires à leur action,
- qui refusent l'absence de vraies négociations et la politique du fait accompli.

Je suis candidat au nom de tous les maires qui refusent la casse des services publics et l'abandon de leurs territoires, et qui refusent d'être des « boucs émissaires » de la crise du libéralisme.

Cela fait du monde !

Je suis également candidat pour porter une conception exigeante de l'AMF.

Pour un projet clair et mobilisateur, pour une AMF qui réagisse avec vigueur, qui propose avec audace ; bref, une AMF plus présente et efficace.

En ces temps particulièrement durs, les maires sont en première ligne, de plus en plus souvent, ils sont le premier recours, mais aussi le dernier espoir de leurs concitoyens.

Les maires sont chaque jour confrontés à des difficultés de plus en plus grandes : la situation

économique qui se dégrade, la situation sociale qui voit les files d'attente dans nos centres d'action sociale s'étendre, la crise qui n'en est qu'à ses débuts, qui frappe partout, et probablement tout le monde. Dans le même temps, on affaiblit nos moyens de répondre aux attentes et aux urgences.

Face à cette dégradation des conditions d'exercice de leur mandat, les maires sont de plus en plus inquiets et parfois révoltés.

Malgré ces difficultés, ils restent, tout comme je le suis, motivés, engagés, et passionnés.

Mais en contrepartie de leur engagement sans faille, les maires veulent avoir les moyens de faire face aux légitimes exigences, parfois désespérées, de leurs concitoyens, aux aspirations de la jeunesse et aux ambitions de leur territoire.

C'est, me semble-t-il, à ces défis que nous devons collectivement répondre.

Le projet que je vous propose pour l'AMF tient en trois mots, proches de la devise républicaine : libertés, justice, égalité.

- Libertés des communes :

Il n'y a pas de démocratie sans libertés locales réelles, vivantes, garanties.

Cela commence par la liberté des moyens.

Albert CAMUS a écrit : « si quelqu'un supprime votre pain, il supprime aussi votre liberté ». Cela s'applique aussi aux collectivités. Si on nous supprime nos moyens,

on fait reculer notre liberté. L'étouffement, le supplice du garrot appliqué à nos finances, c'est le recul de notre autonomie, c'est le recul de nos libertés locales.

Mais au-delà de la liberté des moyens il y a la liberté d'action.

C'est l'empilement des règlements, les normes qui s'accumulent, et les contrôles qui se multiplient.

Il semble que la devise de la technocratie trouve ici pleinement à s'appliquer : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Clarifier, simplifier, je crois que c'est la tâche qui nous attend, mais aussi faire confiance aux élus, c'est la condition pour que la confiance puisse s'appliquer dans les deux sens.

- Justice des territoires :

C'est la péréquation, qui recule : une étude récente qui a été présentée au Comité des finances locales en a fait la démonstration.

C'est l'aménagement du territoire, inexistant : on lui préfère d'ailleurs aujourd'hui la compétitivité qui n'est jamais qu'un autre mot pour justifier la loi du plus fort. Ce sont les injustices territoriales qui se creusent, les déserts qui s'étendent, les banlieues qui étouffent... Rien de suffisant n'a été fait depuis les événements de Clichy sous Bois, il y a quelques années ou de Villiers le Bel il y a exactement un an. Et les écarts continuent de se creuser, entraînant des désespérances.

- Egalité devant le service public

C'est un élément décisif du pacte républicain, l'héritage de ceux qui n'en ont pas !

Nous assistons à une casse sans précédent. Territoire ruraux et quartiers en difficultés sont prioritairement touchés comme s'il fallait affaiblir encore ceux qui sont déjà les plus faibles.

L'AMF, disons-le, ne s'est pas toujours suffisamment mobilisée, alors qu'elle devrait être en pointe sur ce sujet... pas seulement pour la défense statique des services publics mais aussi, parce que nous ne sommes pas des conservateurs, pour leur modernisation.

Mes chers collègues pour ne pas rester dans la seule dénonciation ou la simple proclamation, je voudrais vous faire 5 propositions d'actions immédiates pour l'AMF :

1°) Tout d'abord, exiger l'ouverture de négociations pour une véritable réforme des finances locales, dans les plus brefs délais. Le Président Sarkozy, à cette même tribune, il y a un an, avait promis un Grenelle de la fiscalité avant l'été. L'été est passé, la bise est venue et nous n'avons rien vu.

2°) Demander un plan de relance de l'investissement : les collectivités locales ne sont pas un élément de la crise, mais elles peuvent faire partie de la solution, être un élément important, un acteur décisif de la relance.

3°) engager, dans chaque département, une négociation avec l'Etat afin d'adopter un schéma de services publics garantissant une présence minimum pour chaque territoire.

4°) Refuser tout recul du rôle des élus. Je ne citerai que deux sujets, mais il y en a beaucoup d'autres : un projet de loi est en cours d'élaboration, qui conduirait à la suppression du paritarisme dans la fonction publique territoriale : ce n'est pas acceptable.

Quant à la loi sur la santé de Madame Bachelot, ce serait un recul important qui mettrait les élus quasiment en marge de leurs hôpitaux locaux en les cantonnant dans un conseil de surveillance d'où aurait été extrait l'essentiel des compétences.

5°) demander un moratoire immédiat sur l'application du service minimum d'accueil à l'école qui est souvent inapplicable et qui risque d'être dangereux pour les enfants, s'il était appliqué dans les conditions actuelles.

Ces 5 propositions concrètes ne sont qu'un socle, une plateforme qui peut tous nous rassembler dans l'action pour l'année à venir, et j'espère que ce socle s'enrichira de vos propres suggestions durant les trois jours du congrès. Ces propositions que vous ferez et qui pourront être reprises.

Pour atteindre ces objectifs, il faut une AMF revendicative, imaginative, forte et unie.

Je crois que nous avons un tort collectif : nous sous-estimons trop souvent notre puissance collective. Elle est réelle, utilisons-la, créons les conditions d'une véritable

négociation avec l'Etat et si nécessaire, créons les conditions d'un rapport de force.

L'unité, dit-on, est notre talisman. C'est vrai, mais à condition qu'elle ne soit pas un prétexte à l'inaction. À condition que la parité politique, qui en est le fondement, soit réelle au quotidien au sein de l'AMF.

Ce que nous voulons, c'est une unité, bien sûr, et j'ai eu l'occasion d'y travailler avec trois présidents successifs, Jean Paul Delevoye, Daniel Hoeffel et maintenant Jacques Pélissard. Mais cette unité, je la veux combative. Prenons garde, si la combativité n'était pas au rendez-vous, dans cette période cruciale où se joue une part importante de l'avenir de nos communes et intercommunalités, que beaucoup d'élus pourraient alors être tentés se détourner de nous.

Dans cette période de crise, de menaces et de dangers multiples pour nos collectivités, votre vote de demain est particulièrement important.

Il est important parce que la situation est grave et que nous n'acceptons pas le sort qui est fait à nos collectivités.

Il est important parce que nous exigeons le respect, qui est la condition de toute confiance

Il est important parce que nous pouvons faire de cette élection un moment utile, une affirmation de la volonté de progrès qui nous anime.

Il est important parce que nous avons la possibilité d'envoyer un signal fort, à la hauteur de nos inquiétudes, de nos refus, mais surtout de nos espérances.

Il est important, tout simplement parce que nous sommes les maires de France, rassemblés, porteurs,

collectivement, d'une part de la République et que nul ne pourra ignorer le message qui sortira de notre congrès.

Oui, par notre vote, refusons d'un même mouvement le scepticisme et son corollaire, l'immobilisme. Beaucoup me disent : « on ne peut rien faire bouger, c'est trop difficile voire impossible ; les forces contraires sont trop présentes... ». Et alors ?

Osons demander l'impossible, nous le devons à nos concitoyens qui espèrent en nous, même si, comme l'a écrit le poète René Char, « l'impossible, nous ne l'atteindrons pas, mais il reste la lanterne qui éclaire notre chemin ».

Libertés, égalité, justice, portons avec fierté ces valeurs qui sont celles de la République et qui doivent aussi être celles de l'AMF.

Vous l'avez compris, mes chers collègues, c'est cette ambition forte que je vous propose pour nos communes et donc pour le pays ; c'est le sens profond de ma candidature.

Faisons tous ensemble, comme l'a écrit Victor Hugo, oui, faisons tous ensemble de l'AMF « une force qui va » !

Ce que je vous demande, mes chers collègues, ce n'est pas de voter pour ma personne, mais de manifester, par ce vote, votre détermination à être respectés, écoutés et entendus pour l'avenir de nos communes et de nos concitoyens qui mettent tant d'espoir en nous.

Ce que je vous demande, mes chers collègues, c'est votre confiance, pour donner à l'AMF ce nouvel élan et à nos territoires cette nouvelle chance qui sont la raison même de notre engagement, du vôtre comme du mien.

Je vous remercie.